



20 Nov  
7 Déc  
2015  
**Foire LOMÉ**  
Foire de toutes les opportunités

Avec L'application mobile Foire Tg 2000

Emportez la foire avec vous partout où vous allez!!!

Foire Tg2000



Design by SCS

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 427 du 30 Novembre 2015

# L'ÉVEIL

## de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Retour au calme dans l'Oti :  
**Mission difficile mais pas impossible pour le nouveau préfet Ouadja** P.5

Escalade de violences à Mango :  
**Le gouvernement joue la carte de l'apaisement**



Komi Sélom Klassou, Chef du Gouvernement

Publication de fausses images montées et attribuées aux événements de Mango :  
**Les ennemis du Togo toujours à la manœuvre**



Violentes manifestations à Mango (Archives)

**D**epuis quelques semaines déjà, la ville de Mango est le théâtre de violents affrontements entre manifestants hostiles au projet de délimitation des aires protégées et les forces de l'ordre et de sécurité. Après la prise à partie du directeur Régional de la Police de la région des Savanes, mortellement agressé à coup de cailloux, bâtons et toute sorte d'arme blanche, le gouvernement a décidé de l'envoi des éléments de l'unité des bérets rouges basés à Kara, pour prêter main forte à la police et la gendarmerie qui, visiblement étaient débordées par l'agressivité d'une rare violence dont faisaient montres les populations de la préfecture de l'Oti... **Suite page 3**

44<sup>e</sup> assises de la presse francophone  
**La problématique du genre au centre des préoccupations de l'UPF** P.7



Photo de famille des participants

Aéroport international Gnassingbé Eyadema :  
**Le Plan d'urgence "EPULO 2015" éprouvé par la SALT** P.4



Crash d'avion (Photo archives)

**12<sup>ème</sup> foire de Lomé :**  
**Togo Cellulaire et Togo Telecom à l'honneur avec des produits innovants de Lomé** P.2

# 12ème foire de Lomé : Togo Cellulaire et Togo Telecom à l'honneur avec des produits innovants de Lomé

La télécommunication a été célébrée ce samedi sur le site de la 12ème foire internationale à travers une journée dédiée à Togo Cellulaire qui s'est jumelé à Togo Telecom depuis le lancement de cette fête foraine.

En se mettant ensemble et en formant le groupe Togo Telecom, ces deux sociétés étatiques ont pour ambition de se rapprocher de leurs clients en leur proposant des produits très innovants.

" La particularité de cette foire est que Togo Cellulaire et Togo Telecom se sont mis ensemble pour le bonheur de leur clientèle. Nous nous sommes jumelés sur les différents stands où nous leur parlons de nos nouvelles offres de services ", a indiqué M. Steven Amedon, chef département marketing de Togo Telecom.

Dans les stands, les visiteurs de la foire peuvent donc se procurer du nouveau modem 3G et se renseigner sur les nouvelles offres ADSL de Togo Télécom.

" Les surprises ont déjà commencé. Sur le site, nous faisons une promotion sur le nouveau modem 3G



Laurent Koufessi, chef division Marketing et Communication

qui inclut un kit 3G avec un forfait de 1Go. Togo Telecom propose aussi une innovation qui est le forfait ADSL pour une nouvelle expérience avec l'internet au Togo ", a précisé pour sa part M. Laurent Koufessi chef division marketing et communication Togocel.

Cette journée qui a été dédiée à ces opérateurs de télécommunication a été surtout marquée dans la soirée par une animation podium avec des jeux et karaoké ainsi que

la prestation des artistes.

Rappelons que cette 12ème Foire internationale de Lomé couplée avec la 4ème foire régionale de l'intégration de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), a été officiellement lancée le 22 vendredi au Centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF) ; c'était en présence du Premier ministre, Komi Sélom Klassou et du Président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani et que les

divers échanges et partages économiques, commerciales et culturelles qui se feront lors de cette fête foraine courent jusqu'au 7 décembre prochain sous le thème : " énergies renouvelables, sources de progrès et de développement économique ".

Dans son mot, la ministre du Commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, Bernadette Legzim-Balouki a présenté les excuses du gouvernement togolais à tous les opérateurs économiques exposants qui ont été touchés d'une façon ou d'une autre

par le report de cette 12ème édition de la foire en 2014, pour cause de risques de la maladie à virus Ebola.

Pour elle, ces deux (2) rencontres sont d'une importance capitale dans la dynamisation des liens entre les pays de l'espace communautaire de l'UEMOA.

Le Directeur général du CETEF, Kuéku-Banka Johnson, a, pour sa part, présenté la particularité de cette 12ème Foire.

**Kekeli**

## Cinéma : Première série policière made in Togo

### "L'Amour En Ligne De Mire"

*Cette série policière dont le lancement médiatique a été fait ce 24 novembre 2015 à l'hôtel AGLA de Lomé, est une première du genre dans le monde cinématographique togolais. C'est en présence des officiels, des médias et des cinéphiles aussi bien des acteurs, réalisateurs et du publics que cette cérémonie inédite à eu lieu.*

res libériens mais aussi contre les supérieurs totalement corrompus. Et quoi de mieux que l'assassinat de sa mère et des chantages autour de sa fille bien aimée pour attiser la vengeance et la détermination du jeune héros à venir à bout des ses ennemis...

En gros L'Amour en Ligne De Mire vient sensibiliser les populations sur les dangers que représentent la

Intrigue, suspens, trahison, drame et vengeance... avec en toile de fond une belle histoire d'amour ! Voilà résumée l'histoire telle qu'elle est présentée dans la première série policière fait au Togo.



Amah Aho alias Kevin Macile

" L'Amour en ligne ", c'est en effet l'histoire de Kevin Norman, un jeune inspecteur de police à qui fut confiée la protection d'un cadre de société dont la vie était menacée par des mercenaires par un concurrent. Pour réussir sa mission, le jeune inspecteur devra donc se battre, non seulement contre les mercenai-

corruption et le gangstérisme dans nos sociétés. Elle met surtout un accent sur les efforts consentis au quotidien par nos services de sécurité pour venir à bout de ces deux fléaux à travers le courage et la détermination du jeune inspecteur de police Kevin Norman.

La série composée de 12 épisodes de 15 minutes, l'auteur Kevin Amah AHO alias Kevin Macile, qui fait sans aucun doute partie de la nouvelle génération des jeunes réalisateurs qui écrivent actuellement les nouvelles pages du cinéma togolais.

Déjà au début des années 2000 le jeune réalisateur découvre sa passion pour le 7e art. Mais ce n'est qu'en 2009 qu'il décidera d'en faire une profession à travers une formation en réalisation cinématographique à Accra.

De retour au Togo en 2011, il fera ses premiers pas en tant qu'assistant réalisateur sur la série " Le retour " du réalisateur Vivian Tomi et sur les longs métrages " La Liberté en Cage " et " Le fils de la Nation " du même réalisateur. " L'Amour en Ligne de Mire " est donc son premier coup d'essai dans la réalisation cinématographique ; d'un coup d'essai qui est nul doute un coup de maître ! Le jeune réalisateur n'entend pas s'arrêter là puisqu'il annonce déjà pour les mois à venir une autre série policière intitulée " Zone d'ombre ".

**kekeli**

## 12ème foire internationale de Lomé :

# LA JOURNÉE DU SÉNÉGAL AU CETEF

Le Sénégal, pays d'honneur de la 12ème Foire internationale de Lomé, ouverte ce vendredi, y a célébré sa journée nationale ce samedi 21 novembre. C'est en présence des ministres sénégalais et togolais du Commerce, respectivement Alioune Sarr et Bernadette Legzim-Balouki.

" Les échanges commerciaux entre nos pays sont trop faibles. Il faut créer les voies et moyens pour développer davantage les échanges économiques et commerciaux entre nos deux pays et permettre aussi au pays hôte de partager avec les autres pays ses expériences ", a souhaité la ministre togolaise.

Pour son collègue du Sénégal, il est de bon ton que ces genres de rencontres soient multipliées, de



Alioune Sarr, ministre sénégalais du Commerce

façon à permettre aux huit pays de l'UEMOA de pouvoir trouver des solutions pour faire face à la compétition mondiale.

Une visite des expositions a été

également effectué pour mettre fin à cette journée riche en couleur d'intégration régionale.

**kekeli**

**Ne fermons pas les yeux...!**  
**LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur Privé



**Publication de fausses images montées et attribuées aux événements de Mango :**

**Les ennemis du Togo toujours à la manœuvre**

Depuis quelques semaines déjà, la ville de Mango est le théâtre de violents affrontements entre manifestants hostiles au projet de délimitation des aires protégées et les forces de l'ordre et de sécurité. Après la prise à partie du directeur Régionale de la Police de la région des Savanes, mortellement agressé à coup de cailloux, bâtons et toute sorte d'arme blanche, le gouvernement a décidé de l'envoi des éléments de l'unité des bérêts rouges basés à Kara, pour prêter main forte à la police et la gendarmerie qui, visiblement étaient débordées par l'agressivité d'une rare violence dont faisaient montres les populations de la préfecture de l'Oti.

Cette présence des forces de défenses a fait rapidement monter au créneau les ennemis de la République qui n'en demandaient pas mieux pour sauter sur l'occasion et peindre en noir le Togo et ses dirigeants. C'est ainsi que sur les réseaux sociaux et les plateformes de discussions sont publiées de fausses images montées par des esprits malins et attribuées aux événements de Mango.

Sur images, on voit des gens difficilement identifiables vêtus de tenues militaires passer à tabac plusieurs dizaines de personnes allongées à même le sol. Lorsqu'on scrute intensément cette vidéo, pour qui connaît parfaitement la préfecture de l'Oti en général et la ville de Mango en particulier comprendra aisément que le décor du cadre ou se tient cette " bastonnade " n'est nullement pas le Togo, moins encore la ville de Mango d'où les prétendues images sont censées provenir.

Sur un autres registres, c'est des images de cadavres que certains distillent toujours via les mêmes canaux pour disent-ils présenter la situation à Mango. Au regard de cette campagne de dénigrement d'intoxication et de désinformation, on est en droit de se poser la question suivante, " A qui profite le " crime " ?

Il est fréquent depuis l'apparition et la propagation des réseaux sociaux, que le gouvernement a toujours été la cible d'attaques stériles, provenant des ennemis de la République, les partisans de l'immobilisme, de véritables nostalgiques du retour en arrière qui n'ont aucune envie de voir notre pays décoller sur tous

les plans.

N'avait-on pas vu par le passé des togolais faire le tour des capitales occidentales munis des photos des accidents et dire que les droits de l'homme ne sont pas

respectés dans notre pays?

Outre cela, les togolais se rappellent aussi que des montages grotesques faisaient porter à feu Gnassingbé Eyadema en début d'année 2000 le chapeau de cen-

taines de corps rejetés par la mer.

Aujourd'hui, il est clair que l'objectif poursuivi par de telles publications est de semer une psychose générale au sein de l'opinion nationale et ensuite jeter du dis-

crédit et de l'opprobre sur notre pays au plan international.

Voilà pourquoi, les togolais doivent être serein et ne donner aucun crédit à ces informations qui, non seulement sont dénuées de tout fondement, mais dressent les populations contre leurs armées et forces de l'ordre et de sécurité.

**Kpélaflia Biva**

**Escalade de violences à Mango :**

**LE GOUVERNEMENT JOUE LA CARTE DE L'APAISEMENT**

Les derniers rebondissements dans le cadre des violences enregistrées dans la ville de Mango, ont fait réagir le gouvernement togolais qui, une fois encore a prouvé que le bien-être, la sécurité, la paix, et la quiétude de chaque citoyen, passe avant l'exécution de tout projet, quel qu'en soit la portée et la pertinence pour le développement du pays.

Suite aux affrontements de jeudi dernier en effet, le gouvernement a tenu dans l'urgence de l'heure, deux conseils des ministres extraordinaires, successivement jeudi et samedi, au cours duquel de grandes décisions susceptibles d'apaiser les populations de l'Oti, et ramener ainsi la paix totale et durable, ont été adoptées.

Il faut noter et féliciter contre toute attente, la décision du gouvernement de " suspendre le projet de Renforcement du Rôle de Conservation du Système National d'Aires Protégées du Togo (PRAPT), afin de favoriser un climat d'apaisement et permettre des concertations approfondies avec les populations concernées ".

Le gouvernement a démontré à travers cette décision, que la sécurité sociale des populations, est plus

importante que l'exécution du projet. Cette décision prend à contre-pied les détracteurs du gouvernement qui sont allés jusqu'à dire que " les autorités togolaises préfèrent les animaux au bien-être des hommes ".

Mieux encore, le gouvernement a adopté en conseil des ministres " la nomination immédiate d'un nouveau préfet de l'Oti, l'installation sans délai du nouveau chef de canton de Mango ; le repli des éléments de force de troisième catégorie (militaires) initialement réquisitionnés par l'autorité compétente locale; la poursuite diligente de la procédure judiciaire", exactement comme la population l'a demandé. Ce qui prouve que le gouvernement est toujours attentif aux sollicitations des populations, afin de leur assurer un cadre de vie propice au développement.

Toutefois, il faut remarquer que ces malheureux événements ont mis à mal l'autorité gouvernementale dans la région. Cette perte d'autorité s'est traduite notamment par la tenue des manifestations non autorisées, le non-respect des autorités locales, ainsi que des réactions violentes qui d'ailleurs ont conduit à la mort du Directeur régional des services de Police pour la région des Savanes.



Faure Gnassingbé, Président de la République

Il importe donc face à ce regrettable constat que le gouvernement face des efforts et prennent des décisions fermes, afin de rétablir cette autorité, au risque que cette partie du Togo ne sombre dans l'anarchie. Ceci en appelle à une réglementation plus stricte, basée cependant prioritairement sur le dialogue et la concertation.

Premier acteur impliqué dans cette crise, la population de l'Oti se doit, à ce niveau de gestion, faire preuve de tolérance, d'humilité, de compréhension, d'indulgence et sur-

tout de respect, afin d'être disposé à orienter cette situation vers une sortie de crise apaisée, dans l'avantage de tous les acteurs concernés.

La population de l'Oti en particulier et tout le peuple togolais en général, peut se réjouir d'être en voie vers une sortie de crise apaisée, afin que l'image de paix dont jouit le Togo depuis plus d'une décennie puisse être protégée et maintenue.

" C'est par le dialogue et la concertation que des solutions durables peuvent être trouvées ".

**G/N**

**Exacerbation de la crise à Mango :**

**Les mesures d'apaisement du gouvernement ramèneront-elles la sérénité ?**

On dénombrait huit (8) morts jusqu'à ce que l'on apprenne le décès d'un officier de police pris à partie par les jeunes de Mango qui réclamaient la libération de trois de leur frère encore détenus en prison et le remplacement du préfet de Mango, col....

Selon le gouvernement, ces trois personnes sont gardées pour des raisons de procédures judiciaires. Ce que les jeunes ne veulent pas entendre. Si les circonstances du décès de cet officier ne sont pas encore clairement établies, il faut toutefois reconnaître à travers le communiqué publié le samedi 28 novembre 2015 par le gouvernement à la suite d'un conseil des ministres, ce dernier semble décidé à prendre des mesures pour ramener, non seulement le calme, mais aussi la paix dans la préfecture de l'Oti. Ainsi, de l'annonce faite, on retient que le préfet de Mango, M. Awadé, a été remplacé comme l'on souhaité la population

révoltée de la localité.

Cette situation qui a occasionné le décès de neuf (9) de nos compatriotes dans les deux camps, notamment forces de l'ordre et de sécurité et la population, est née de l'opposition farouche de la population à la restauration de la faune de Mango. Une restauration qui en réalité faisait partie d'un grand projet ouest africain de restauration des aires protégées en vue de sauvegarder la biodiversité.

Après l'interpellation parlementaire du ministre de l'environnement, André Johnson et son collègue de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehane, par les députés à l'Assemblée nationale, il est admis que la mise en œuvre de ce projet dans la localité, a fait l'objet non seulement d'un déficit de communication, mais aussi de la non implication des représentants légitimes de la localité afin de prendre en compte leurs préoccupations.



Violentes manifestations à Mango (Archives)

Des préoccupations qui, en réalité, devraient avoir une importance capitale dans le processus d'élaboration dudit projet.

En effet, la gestion de cette faune autrefois, sous le règne de feu Gnassingbé Eyadema, et sous la direction du colonel Doua, a été,

selon la population, un enfer avec des pertes en vies humaines, ainsi que des tortures sur des personnes ce qui a significativement et négativement marqué la conscience de ces derniers.

Dans ce communiqué, le gouvernement indique vouloir restaurer

l'autorité de l'Etat. Certes, ceci est très important. Cependant, il faut que le gouvernement s'applique à rester dans le cadre juridique de ses interventions, afin de provoquer le respect légitime de l'autorité de l'Etat.

Les mesures cavalières et le zèle suicidaire de certaines personnes investies d'un pouvoir réglementaire ne doivent plus avoir leur raison d'être. La communication et les discussions sur les sujets de développement se doivent d'être discutées dans une logique participative avec la population.

Si on peut retenir de ce triste feuilleton plusieurs leçons, il est important de souligner l'influence du caractère de légitimité dans la gouvernance et dans la gestion de la chose publique. Ce qui repose indubitablement la nécessité de l'organisation des élections locales toujours annoncé pour bientôt.

**Armand**

# FAURE GNASSINGBÉ ET SASSOU NGUESSO SOUCIEUX DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le président congolais Denis Sassou Nguesso a effectué en début de semaine une visite de travail et d'amitié, auprès de son homologue togolais, Faure Gnassingbé. Pendant ce court séjour de 24 heures, les deux présidents ont passé en revue les problèmes africains de l'heure, notamment les cas de terrorisme, et d'extrémisme religieux auxquels fait face le continent.

Comme à leurs habitudes, certaines personnes se sont pressées de voir en cette visite la solidarité, pour d'autres, il s'agit d'un "complots en perspective contre les peuples togolais et congolais".

Il faut, en effet, être de mauvaise foi pour penser de pareilles choses, et fermer les yeux sur la nécessité que, les chefs d'Etats se concertent pour orienter le continent sur les rails du développement, et laver cette idée de l'Afrique de la guerre, des calamités, des maladies et maintenant du terrorisme. "Il faut nécessairement trouver les équilibres pour que nos peuples retrouvent la paix et la stabilité pour pousser l'effort de développement", a confié, à cet effet, le président congolais, au terme de cette visite fructueuse pour la relation entre les deux pays.

Aux termes des discussions avec Faure Gnassingbé, Denis Sassou Nguesso a confié à la presse que "L'Afrique traverse une période difficile depuis les tragédies que nous



Les Présidents Sassou Nguesso et Faure Gnassingbé

avons connues en Libye et dans le sahel en général. Les forces hostiles continuent de développer leurs activités comme nous l'avons suivi

au Mali, au Nigéria, au Cameroun et au Tchad". Ce qui nécessite une synergie d'action pour être prêt à toute éventualité.

Les exactions de la secte Boko Haram, devenue "Etat Islamique de l'Afrique de l'Ouest", ont occupé une place importante dans les discussions des deux présidents. Ce sujet est d'autant plus important, en ce sens que le Togo et le Congo sont deux pays laïcs, donc susceptibles de subir les foudres des extrémistes.

Le Togo étant l'un des voisins immédiat du Burkina Faso, la situation actuelle de ce pays et les élections ce dimanche, ont été égale-

ment étalées sur le tapis par les deux Chefs d'Etat.

En peu de temps, Faure Gnassingbé et Sassou Nguesso ont passé en revue tous les sujets brûlants de l'heure. Ce qui montre l'intérêt de ces deux grands hommes du continent pour la sécurité et la stabilité de l'Afrique tout entier, mais encore plus pour leurs pays respectifs.

Depuis 2011, c'est la troisième visite officielle que Denis Sassou Nguesso effectue à Lomé après une première en février 2011 et une seconde en janvier 2012.

G/N

## Quand l'opposition togolaise se sert du drame de Mango comme un ring de boxe

"Tous les moyens sont bons pour atteindre ses objectifs", dit-on. Certains acteurs de l'opposition togolaise se sont tellement approprié cette idéologie qu'ils en exagèrent dans les actes qu'ils posent. C'est notamment le cas de Jean-Pierre Fabre et de ses amis du CAP 2015, qui se servent sans honte du drame de Mango comme d'un ring pour donner des uppercuts à certains de ses compagnons de misère.

Alors même l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) de Tchabouré Gogué a émis une pétition pour exiger la

démission des autorités locales de Mango et de l'Oti après les affrontements, le CAP 2015 appelle ses militants et sympathisants à ne pas signer cette requête.

"Il faut éviter dans ces genres de situation de sacrifier ce qu'on appelle les lampistes, qui ne sont pas des gens importants dans une chaîne", estime le leader de l'opposition, position qui est un coup direct porté à l'initiative de l'ADDI.

Cet uppercut, Tchabouré Gogué et son équipe le doivent à leur refus de participer à la marche organisée par le CAP 2015 le 21 novembre dernier, en dénonciation aux représ-



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, présidente du CAP2015

## Aéroport international Gnassingbé Eyadema : Le Plan d'urgence "EPULO 2015" éprouvé par la SALT

Les accidents aériens deviennent de plus en plus fréquents ces dernières années. Ils entraînent des dégâts énormes, en termes de vies humaines, de dégâts matériels et de craintes de plus en plus grandes par rapport à l'insécurité.

Comme on le sait, la meilleure arme pour guérir d'un mal est la prévention. Depuis, plus d'une vingtaine d'années que le Togo a connu un crash d'avion, chose heureuse par ailleurs, il n'y a plus eu d'accident d'avion signalé. C'est pour renforcer cette prévention d'une catastrophe aérienne que la direction de la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT) a organisé le samedi 28 novembre un exercice de simulation d'un crash d'avion baptisé "EPULO 2015" et qui a permis d'évaluer la réactivité de tous les acteurs susceptibles d'être impliqués dans la gestion d'une telle catastrophe.

Dans une telle situation, où tout le monde, apeuré, court dans tous les sens, soit pour se sauver, soit pour porter secours ou encore pour chercher des informations, la capacité de garder son sang froid, n'est pas une chose aisée. Il est aussi important que, de cet exercice, la capacité matérielle des équipes de secours et d'intervention soit évaluée afin que des dispositions idoines soient prises. Ainsi, l'intérêt de cet exercice n'est plus à démontrer.

En effet, le matin du samedi 28



Crash à 500m du seuil22

décembre, à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, à un violent bruit de détonation suivi de flammes et de gros nuages de fumées ont été observés dans les airs. L'information n'a pas tardé à parvenir aux personnes qui attendent à l'entrée de l'aéroport, qui pour accueillir un ou des parents passagers, qui en partance pour un voyage.

Des cris de désarroi ont commencé ici et là. Des gens qui, épris d'une grande peur de perdre un parent ou des parents, et qui désiraient aller voir ce qui s'était passé afin de s'en assurer se sont vu opposés un refus catégorique d'accéder à l'espace d'atterrissage des avions. De cette opposition naquit une exacerbation de colère des personnes venus accueillir leurs parents passagers.

"Que se passe-t-il ? ", pour-

quoi il y a de la fumée dans l'air ? ", "dites-nous au moins ce qui se passe" décalaient à tue tête ceux qui attendaient dehors.

Rentrés dans une transe de désarroi et de désolation, on pouvait voir des femmes, de même que des hommes qui roulaient par terre. Tout ces bruits se confondent quelque temps après à des bruits de sirènes d'ambulance dépêchées pour secourir les blessés.

Rencontré sur les lieux, et faisant preuve d'une sérénité déconcertante, le directeur général du CHU Sylvanus Olympio, Lt-col Adom Wiyoo, a indiqué que des équipes d'urgence ont été déployées à tous les niveaux.

L'occasion était aussi offerte pour évaluer le professionnalisme des journalistes qui, pour la plupart, sont

tombs dans les travers des stratégies mises en place par le comité de gestion de la crise pour maîtriser la communication et la médiatisation de l'évènement. Regroupés dans une salle bien climatisée, dans des fauteuils bien confortables, à l'image de celui d'un ministre, les chasseurs d'information étaient dans une salle de conférence attendant que des informations leurs soient servies par la cellule de gestion de la communication. Ceci au moment où des vas et vient des ambulances avec de bruyants sirènes augmentait la curiosité des gens. Et, au moment où les corps des blessés étaient présentés et au secours pour être convoyés vers les centres de soins.

Dans la foulée, deux laconiques communiqués rendus public annonçaient que le crash qui a lieu à 08h07min, était le vol AC4149 de type boeing737 de la compagnie Air Charter en provenance de "Ouaga" à destination de Lomé et que le crash est intervenu à 500m du seuil 22 de la piste.

Si aucun mort n'a été signalé les informations reçues par notre organe annoncent en réalité 10 décès, des blessés graves et légers.

Plusieurs enseignements sont à tirer de cette expérience. Ainsi, il est important que les journalistes soient formés sur le fonctionnement des aéroports pour savoir où trouver des informations utiles.

Tout n'était que simulation.

Armand

sions des manifestations de Mango.

"Nous avons demandé aux responsables d'Addi s'ils sont sincères dans leur démarche de nous rejoindre dans la manifestation prévue pour aujourd'hui. Mais, visiblement, ils n'ont pas accepté notre proposition", a clarifié Isabelle Améganvi, présidente du groupe parlementaire Anc, aux termes de la marche de samedi dernier.

Les relations n'étant pas au beau fixe entre ces deux partis depuis belle lurette, cette situation ne vient qu'enfoncer le clou de la séparation, et contribue ainsi à accentuer la zizanie dans laquelle patage l'opposition togolaise.

Plus loin, Jean Pierre Fabre n'a pas omis, comme à son habitude de pointer du doigt le gouvernement comme étant à l'origine de tous les problèmes du Togo.

"Nous ne pensons pas que la demande de démission du préfet soit la solution. Pour nous, il vaut mieux s'attaquer à ceux qui l'ont mis en poste là-bas. Qui sait si celui qui le remplacera sera pire que le lui. C'est le système qu'il faut combattre", a-t-il avoué, dévoilant ainsi l'idée principale qui sous-tend cette marche : Combattre Faure Gnassingbé.

Cependant, même les militants du parti Orange deviennent las de ces multiples marches, dont l'issue n'est autre que de se muscler les mollets et de se racler la gorge à force de crier. C'est ce qui explique d'ailleurs la faible mobilisation des militants lors de la dernière marche.

Comme prédit, le CAP 2015 s'est servi de ce prétexte pour visiblement prendre le pouls de la

Suite à la page 6

## Insécurité grandissante à Lomé :

# La population doit-elle se rendre justice elle-même ?

Définie comme la " punition d'un crime au nom du peuple ", la vindicte populaire semble devenir depuis quelques moments à Lomé, la sanction méritée par les voleurs, ou plutôt les présumés voleurs. Il serait cependant indelicat de négliger ce phénomène qui prend de l'ampleur dans notre belle capitale. Avant de dénoncer, ou d'apprécier cette justice populaire, il importe de s'y intéresser et de la comprendre.

En effet, la vindicte populaire n'est autre que l'effet de la colère et de la rage des populations, excitées par les manifestations de l'insécurité grandissante à Lomé. Ces dernières estiment, non sans raison malheureusement, que les forces de l'ordre n'assurent pas efficacement leur sécurité quotidienne, ainsi que celle de leurs biens. En outre les auteurs de ce déchainement collectif ont définitivement perdu confiance en la justice, qui selon eux ne fait pas convenablement son travail pour punir les voleurs comme cela se doit.

Comment comprendre qu'un voleur livré à la police pour répondre d'un forfait, puisse se retrouver en liberté deux jours après ? Ce qui nous laisse penser que la justice ne fait pas convenablement son travail, s'indigne un conducteur de taxi moto, qui poursuit en disant " quand le voleur braque, il tue sans scrupule, pourquoi ne pas en faire autant quand on l'attrape ? ".

Il faut bien comprendre que ceux qui participent à des lynchages collectifs sont des victimes avant d'être des bourreaux. Leur réaction répond d'un instinct de survie. Ils en ont plus qu'assez de subir ces agressions phy-



Une victime de la vindicte populaire dans les flammes

siques chez eux ou à l'extérieur. Ils n'en peuvent plus qu'on leur prenne le peu d'économies et de biens matériels qu'ils ont amassés. Ils sont dégoûtés de constater que les voleurs et violeurs ne sont pas condamnés ou alors avec désinvolture par la justice. Ils se savent incapables d'affronter seuls un malfaiteur. C'est pourquoi, lorsqu'à plusieurs, ils en tiennent un, ils déversent sur lui toutes leurs frustrations, avec le sentiment de rendre une justice immédiate et l'illusion de purifier le monde.

Malheureusement, les conséquences de la vindicte populaire sont tout aussi graves que ses causes. Des êtres humains sont tués avec une barbarie d'un autre âge. Aujourd'hui, ils sont battus à mort ou brûlés vifs. Demain, ils seront peut-être pendus ou décapités sur la place publique.

Quand leur culpabilité ne fait pas de doute en raison d'un crime flagrant, on peut comprendre la loi du talion exercée par les victimes. Dans certains cas cependant, des innocents et des bouc-émissaires font parfois les frais d'une agression collective et de châtiments cruels sur la seule base de rumeurs.

Favoriser la vengeance populaire revient à encourager la justice personnelle. Or, la justice institutionnelle a justement été créée pour éviter les excès de la justice administrée par soi-même. L'essor de la justice personnelle apparait comme une régression de la République. Les juges ont tendance à punir les auteurs de vendetta collective. On ne peut pas leur en vouloir car ils sont là pour appliquer la loi pénale. Pourtant, ils devraient davantage prendre en compte le contexte d'in-

sécurité, la détresse sociale et le principe de légitime défense, et ce même si la violence de l'acte collectif de représailles paraît disproportionnée par rapport à l'agression initiale.

Pour que de tels actes ne deviennent finalement des habitudes, il serait alors souhaitable que les forces de l'ordre se réorganisent, qu'elles soient mieux équipées et qu'elles

fassent davantage d'effort pour la sécurisation des biens et des personnes.

Il en est de même pour le système judiciaire qui doit faire preuve de plus de célérité dans le traitement des dossiers pour désengorger les postes de police et les brigades de gendarmerie, afin de débarrasser la population des indésirables.

G/N

## Retour au calme dans l'Oti :

# MISSION DIFFICILE MAIS PAS IMPOSSIBLE POUR LE NOUVEAU PRÉFET OUADJA

Sur insistance des populations de la préfecture de l'Oti, qui dénoncent une mauvaise gestion dans la crise engendrée par l'exécution du Projet de Renforcement du Rôle de Conservation du Système National d'Aires Protégées du Togo (PRAPT), le colonel Awadé Hodabalou, a été démis de ses fonctions de préfet, au profit du Commandant Ouadja.

de la confiance du Président de la République.

Jugé efficace et efficient dans l'exercice de ses fonctions, le Président de la République a porté plus loin sa confiance en lui, en le nommant à la tête du Service de Renseignement et d'Investigation (SRI), département de l'Etat dont la qualité des services n'est plus à



Une pancarte exhibée par les manifestants

Nommé à la suite d'un conseil des ministres extraordinaire, preuve que le gouvernement tenait au retour au calme dans la préfecture de l'Oti en acceptant la doléance de la population, le Commandant Ouadja aura la lourde responsabilité d'apaiser les habitants de l'Oti, et de ramener la paix dans cette région du Togo, à travers la création d'un climat de confiance et d'entente avec la population.

Aussi difficile que cette mission puisse paraître, au vu de l'incompréhension et de l'intolérance dont a fait preuve le peuple de Mango, elle n'est cependant pas impossible pour le commandant Ouadja qui a fait ses preuves dans la gestion d'autres crises sur le plan national et international. Ses compétences professionnelles l'ont inscrit sur la prestigieuse liste des " jeunes officiers efficaces de confiance " du président Faure Gnassingbé.

Le nouveau préfet de l'Oti a eu en effet à gérer, et ce avec tact et efficacité, la dernière crise suscitée par le mouvement des étudiants de l'Université de Kara. La facilité et la diligence avec lesquelles cette crise a été solutionnée, démontre à raison que le commandant Ouadja a l'étoffe de l'homme des situations difficiles.

Cette diligence lui a d'ailleurs ouvert les portes de l'Etat-major particulier de la présidence, où il a occupé des responsabilités digne

démontrer.

Malgré ses qualités, le commandant Ouadja doit avoir à l'esprit que l'autorité de l'Etat a été mise à terre dans la préfecture de l'Oti, outrage traduit par le non-respect des consignes, ainsi que les violences faites à l'égard des forces de l'ordre. Ce dernier devra donc prendre des mesures fermes et rigoureuses afin d'éviter que la population ne sombre dans l'anarchie totale, mettant ainsi en mal la paix et la sécurité de tout le pays.

D'autre part, il convient que la population de Mango salue les efforts du gouvernement dans l'instauration d'un climat de dialogue et de collaboration, effort traduit par la suspension du projet de restauration de la faune, par le remplacement du maire et du préfet ainsi que du chef canton, ainsi que l'ouverture d'une enquête diligente pour situer les responsabilités. Les " Mangolais " se doivent donc de faire confiance au gouvernement et opter pour le dialogue, l'entente, et la conciliation ; en lieu et place de la violence, et du non-respect des autorités.

L'instauration de cette nouvelle ère de paix, de stabilité et de sécurité, incombe au commandant Ouadja, qui, riche de ses compétences, saura relever le défi, et confirmer ainsi qu'il mérite la confiance du Président de la République.

G/N

## 28ème Journée mondiale du sida :

# LE GOUVERNEMENT VISE L'ÉLIMINATION DE LA TRANSMISSION DE LA MÈRE À L'ENFANT

Depuis 2000, le monde a beaucoup progressé et est parvenu à atteindre la cible fixée au niveau mondial, consistant à enrayer la propagation du VIH et à inverser la tendance actuelle. Pendant la même période, le nombre de nouvelles infections a baissé de 35% et le nombre de décès liés au sida de 25%. Quelque 16 millions de personnes, dont plus de 11 millions en Afrique, bénéficient aujourd'hui d'un traitement antirétroviral.

Le gouvernement togolais n'est pas du reste, et ne cessent de multiplier les efforts pour atteindre le niveau Zéro nouvelle infection.

Pour preuve, la 3ème enquête nationale démographique et de santé révèle que la régression de la prévalence du VIH est de 2,5% en 2014 dans la population sexuellement active de 15 à 49 ans, et la tendance à la stabilisation de la prévalence du VIH chez les femmes enceintes vues en consultation prénatale de 2008 à 2014 se situe autour de 3%.

Pour cette 28ème célébration en effet, qui se tiendra le 1er décembre à Atakpamé, le thème retenu par le gouvernement togolais est " Eliminons la transmission du VIH de la mère à l'enfant au Togo ".

Le gouvernement entend, à travers cette manifestation, mobiliser davantage les populations sur la nécessité de maintenir la flamme de



Prof Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé

la prévention et de la prise en charge globale en matière du VIH. Cela permettra par ailleurs de mobiliser les populations dans tout le pays autour de la vision 2020 du Togo, qui est d'obtenir zéro nouvelle infection à VIH à terme échu, organiser une campagne nationale de dépistage et de mobiliser les femmes autour du thème national de la JMS.

Le choix de la région des plateaux pour cette célébration est dû au constat selon lequel " la région des plateaux enregistre le troisième plus fort taux de prévalence de VIH au Togo (2,9%), après Lomé Commune (4,4%) et la Maritime (3,7%) ". Cette région enregistre également le plus faible taux de pourcentage de femmes de 15 à 49

ans qui savent où se rendre pour effectuer un test du VIH avec 52,5% immédiatement derrière la région des savanes (67,3%), c'est également la même tendance chez les hommes de la même tranche d'âge.

En prélude donc à cette célébration de la 28ème journée mondiale du SIDA, le ministère en charge de la Santé et le Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA (SP-CNLS) ont tenu en début de semaine à Wogba (Préfecture de Vo), une localité située à une soixantaine de kilomètres de la ville de Lomé, une sensibilisation sur la prévention du VIH à l'endroit des centaines de personnes de ladite localité et de ses environs.

L'OMS pour sa part présentera à cette occasion de nouvelles recommandations en vue de faciliter l'atteinte de ces cibles, notamment le recours à des méthodes novatrices de dépistage du VIH, la personnalisation des approches thérapeutiques pour répondre à tout l'éventail des besoins des populations et l'offre d'une gamme élargie de moyens de prévention.

G/N

## Essor de la prostitution juvénile des filles : Crise de l'éducation parentale ou désengagement de l'Etat ?

La prostitution juvénile, spécialement celle des filles est devenue un phénomène qui prend de l'ampleur. Aujourd'hui, il existe des chambres de passages à tous les coins de rues où les jeunes filles qu'elles soient élèves, étudiantes, apprenties ou autres, défilent pour des rendez-vous que leur donnent certains hommes irresponsables et parfois plus âgés qu'elles.

Malgré l'alerte sur les maladies sexuellement transmissibles et la communication faite par les organisations de promotion de la femme pour encourager les jeunes filles à prendre en main leur destin, la situation est de plus en plus grave et mérite qu'une attention particulière lui soit accordée. Quel avenir construisons-nous pour notre pays si la majeure partie des jeunes filles s'adonnent à la prostitution ?

En ces temps d'insécurité grandissante, il est important que les parents s'assument en tant que telle. C'est aussi, d'une part, de leur faute si des cas d'enlèvement des organes génitaux de filles ont cours dans le pays, si le taux des grossesses précoces connaissent une montée vertigineuse chaque année. Et d'autres parts, il faut souligner l'échec du gouvernement à assurer la sécurité des citoyens. Que chaque parent prenne soin de sa fille. Ils (les parents) doi-



Mme Kolani Yentcharé, ministre de l'Action sociale

vent savoir que le rôle d'un parent ne se limite pas à donner la vie à un enfant. Au Togo, l'accent n'est pas mis sur

la sanction de la fuite de responsabilité parentale. Ce qui offre un confort à certains parents qui se désengagent de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants. Il est nécessaire que notre société togolaise renaisse de ses cendres à travers une remise en valeur de certaines considérations sociales.

Le noyau social d'un pays c'est la famille. Et, il faut que les parents se donnent pour responsabilité sacrée de suivre et d'accompagner leurs filles vers leur devenir.

Il est important aussi que le gouvernement prenne sur lui de pourvoir aux filles, reconnues de nature plus fragiles et plus susceptibles, qui ont l'âge de travailler pour se prendre en

charge. Si pour certains la misère ne peut en aucun cas justifier la prostitution d'une jeune fille, il faut reconnaître que loin du vice de la prostitution, elles seront, si elles ont de quoi subvenir à leur besoin minimum.

Ceci dit, c'est aussi rehausser le revenu et le pouvoir d'achat des parents qui, parfois malgré leurs efforts, se retrouvent avec un maigre salaire ne pouvant pas nourrir sa famille pour et la vêtir. Le niveau des rémunérations se doit d'être significativement amélioré.

Par ailleurs, des mesures de polices peuvent être prises par les autorités compétentes afin de redonner espoir à notre jeunesse.

Armand

## LA PHASE DE DÉSACTIVATION DES NUMÉROS DE TÉLÉPHONE MOBILE NON IDENTIFIÉ BIENTÔT AMORCÉE

Régie par le décret n° 2011-120/PR, portant identification systématique et obligatoire des abonnés aux services de télécommunication, l'identification des numéros des utilisateurs des services de télécommunication mobile au Togo, a été décidée depuis le début de 2012 par les autorités en charge de la réglementation des services de télécommunication.

Cette décision n'a cependant pas encore conformes à cette nouvelle donne en œuvre depuis 3 ans déjà. Cette situation occasionne selon L'Autorité de réglementation des postes et télécommunication (ART&P), la multiplication d'actes



Des téléphones portables

## Fêtes de fin d'année et utilisation de pétards :

# Comment y remédier ?

Il n'est de secret pour personne que fêtes de fin d'année rime avec pétards, et feux d'artifices. A chaque fin d'année cependant le gouvernement délivre un communiqué interdisant l'importation, la vente et l'utilisation de ces gadgets. Et pourtant les pétards sont déversés sur le marché et les bruits assourdissants se font déjà entendre dans différents quartiers. D'où viennent ces pétards, et que faire face à ces bruits, confondus avec le bruit des armes à feu, en cette fin d'année où la situation de l'insécurité est alarmante?



Des pétards

Chaque année, les Togolais violent ainsi les dispositions prises par le ministre de la sécurité contre l'importation, la vente et l'usage des pétards et autres produits assimilés.

La première inquiétude réside dans l'approvisionnement de ces produits et leur mise à disposition sur le marché. En clair, d'où proviennent ces marchandises alors que les autorités ont interdit leur importation?

"Moi je ne comprends pas le gouvernement. C'est eux les autorités qui interdisent et c'est encore eux qui gèrent l'importation des produits. Comment expliquer donc la présence de ces produits interdits sur le marché ? C'est eux même qui savent comment ça se passe", s'indigne M. Koami Guidjigan, instituteur à Lomé.

Cette situation révèle l'éternel souci de la porosité de nos frontières, qui explique la présence de plusieurs produits interdits sur le marché togolais. Ceci appelle donc à un contrôle plus minutieux des agents de douanes déployés aux frontières, et à une

prise de conscience de leur part pour éviter aux togolais les conséquences néfastes que peuvent causer l'utilisation de ces pétards.

L'utilisation de ces produits est d'autant plus inappropriés que les nouvelles formules de pétards ne sont pas adaptées à la période actuelle, eu égard à l'évolution inquiétante de l'insécurité dans notre pays.

"Admettre la commercialisation et la vente de ces charges d'explosifs contribuerait sans doute à dissimuler les traces et les pistes des braqueurs et les conforter dans leurs sordides et iniques entreprises. Conscient des risques et des menaces tragiques que les effets des pétards exercent sur la vie des uns et des autres sans minimiser le contexte d'insécurité grandissante, nous interpellons les autorités togolaises à prendre des mesures républicaines portant sur l'interdiction d'importation et de commercialisation de ces charges dites "mineures" sur toute

l'étendue du territoire jusqu'à nouvel ordre", propose le Mouvement Martin Luther KING-la Voix des Sans Voix.

Il convient ainsi de dire que, les autorités en charge du commerce et celles en charge de la sécurité,

doivent prendre le taureau par les cornes pour assainir ce secteur et éviter d'aggraver la psychose dans laquelle vit déjà la population.

"Le Mouvement Martin Luther KING-la Voix des Sans Voix espère que la situation de psychose qui prévaut actuellement serait réduite et maîtrisée si les uns et les autres s'engagent dans des comportements civiques et républicains qui militent dans la volonté de vivre ensemble pour l'intérêt national. Car la sécurité de tous en dépend", précise le communiqué du Pasteur Edoh Komi qui en appelle ainsi, à la prise de conscience de tous les togolais.

La question de la sécurité est un problème de tous, d'où le besoin que nous nous impliquions tous pour prendre les décisions qui s'imposent afin de créer un climat de paix. L'une des premières mesures est de n'acheter, quoi qu'il arrive, les pétards et encore moins pour les enfants.

G/N

crapuleux par les criminels de grand chemin à l'endroit des paisibles citoyens.

C'est face à cet entêtement de certains citoyens que, l'autorité à décider que tous les numéros non identifiés seraient désactivés dans un délai de dix (10) jours. Toutefois les abonnés concernés recevront d'avance un message les invitant à se conformer à cette réglementation avant que leurs numéros ne soient définitivement désactivés.

Dans le cadre d'une enquête par exemple, la police ou la justice pourrait se référer aux directions de ces réseaux pour avoir des informations

sur l'identité du détenteur de la ligne et tout son historique d'appels, afin de situer les responsabilités. D'où le bien-fondé de ces opérations d'identification.

L'identification ou l'adressage des téléphones portables est une mesure déjà en vigueur dans les pays développés depuis l'apparition de ces nouvelles technologies de communication. Il reste toutefois de délimiter les contours réels de la réglementation pour qu'elle ne puisse pas porter atteinte aux libertés individuelles et surtout à la vie privée du citoyen.

G/N

## Quand l'opposition togolaise se sert du drame de Mango comme un ring de boxe

Suite de la page 4

situation et de voir si les militants pouvaient cette fois-ci répondre à son mot d'ordre.

Aujourd'hui, plus personne n'est dupe. Après avoir marché plus de quatre années durant, contre un régime dont ils ne reconnaissent pas l'autorité, les leaders de l'ANC ont pris à contre-courant leurs militants en acceptant de participer à une

élection "organisée par ce même régime".

Qui a menti, mentira, qui a trompé trompera, et qui a milité militera. Les togolais ne sont donc pas prêts d'en découdre de si tôt avec les éternelles marches du CAP 2015, qui deviendra peut-être CAP 2016 bientôt.

G/N

**Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74**

## Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT):

# La 5<sup>e</sup> mission d'appui à la mise en œuvre évalue les réalisations sur le terrain

Dans le souci de réduire efficacement la vulnérabilité des communautés et d'éviter ces aléas climatiques, qui ont causé des dégâts, il y a de cela quelques années au Togo, il a été initié, " le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres " (PGICT), grâce à l'appui financier des partenaires. Des rencontres d'échanges ont été initiées par les acteurs concernés, en vue de la mission d'appui à la mise en œuvre du projet, constituée de la Banque Mondiale et d'une partie nationale, afin d'observer sur le terrain les progrès réalisés pour la sauvegarde environnementale et sociale.

### Un atelier d'échange à Lomé

Une rencontre d'échange autour d'un atelier, a réuni à l'Office du Développement et de l'Exploitation Forestière les 24 et 25 novembre, les acteurs de mise en œuvre du PGICT, aux rangs desquels, le coordinateur Amidou Morou, le chef du Projet Dr Hounkpe Koffi, les représentants des partenaires financiers, et en présence du Secrétaire Général du ministè-



Morou Amidou, Coordinateur du PGICT

re de l'environnement et des ressources forestières, El Hadj Sama Boundjou.

Durant deux jours, cet atelier a permis de faire un passage en revue de la mise en œuvre des différents aspects du projet. Les différents acteurs ont fait cas des missions précédentes et des recommandations

issu de l'exécution du projet, parmi lesquelles sa prorogation, adressée par correspondance par le comité de pilotage à la banque mondiale. L'occasion a également permis de réfléchir sur des décisions à prendre pour une réussite de la mission.

Le PGICT, dans sa réalisation, s'est inscrits dans trois étapes majeure,

res, parmi lesquelles le renforcement des capacités à travers les formations des agents issus de différentes institutions du pays, notamment ceux de l'administration publique et de la société civile, et la sensibilisation.

La seconde étape du projet a concerné les sous projets communautaires, à travers les activités communautaires dans les bassins fluviaux et les zones inondables, les activités communautaires sur les terres en culture et les pâturages, les activités de gestion durable communautaire des forêts. Enfin, il faut relever l'étude de la cartographie de grand Lomé, qui sera utilisée dans la gestion des inondations, sur le plan de l'urbanisme de l'assainissement et de l'hydraulique.

### Les étapes de la mission d'évaluation

Il sera principalement question en premier lieu, pour les acteurs du projet d'informer les hautes autorités du pays de la tenue effective de la mission, tout en présentant ses objectifs.

Et ensuite, vers la fin, présenter les constats et les recommandations qui seront dégagés.

La seconde étape de la mission, parmi lesquelles l'atelier du 24 et 25 novembre tenu à l'ODEF, est de revoir les aspects et les états de mise en œuvre du projet en relevant les difficultés afin d'apporter des solutions pour sa mise en œuvre efficace.

La visite de terrain proprement dite, permettra de constater la réalisation des activités sur le terrain à l'instar de la construction des dalots du dragage dans les caniveaux, dans le souci de vérifier les conditions d'adaptabilité à la sauvegarde de l'environnement.

De tous ce qui précède, il faut noter que les projets de la Banque Mondiale ont toujours été précédés de la phase de suivi. C'est dans cette optique que s'organisent tous les ans deux missions de suivi à la mise en œuvre des projets. Cette mission d'évaluation, qui est au centre des débats, est la cinquième du genre.

Moudjib Falana

## COP21 : CE QU'IL FAUT SAVOIR AVANT LE LANCEMENT À PARIS DE LA CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT

Lundi 30 novembre, près de 150 chefs d'État seront autour de François Hollande pour le lancement de la COP21. C'est la plus grande conférence sur le climat jamais organisée.

Tout d'abord, le terme COP reprend les initiales en anglais de Conférence des Parties. Les parties, ce sont les 195 pays qui vont négocier et qui ont tous signé la convention sur le changement climatique au sommet de la terre à Rio en 1992. Et 21 ? C'est tout simplement la 21<sup>e</sup> année de suite que tous ces pays se réunissent pour essayer de prendre des mesures. Il y a eu la COP1, la COP2, et il y aura la COP22 l'année prochaine. Elle se tiendra au Maroc.

### Une COP21 sous haute surveillance

Les conférences vont avoir lieu au Bourget, au nord de Paris, dans un Parc des expositions. Le tout sous très haute protection. Samedi 28 novembre, le Bourget ne sera plus un terri-

toire français puisqu'il va passer sous le contrôle de l'ONU. C'est le cas pour toutes les négociations climat. À l'intérieur, c'est la police de l'ONU qui va assurer la sécurité de 25.000 négociateurs, ONG et journalistes. La police française sera, quant à elle, déployée tout autour du site.

### Quel est l'enjeu de cette conférence ?

Les participants vont négocier pendant 11 jours pour obtenir un accord pour limiter le réchauffement du climat. La température a déjà augmenté d'un degré en un siècle, avec les dégâts qu'on connaît, comme 20 millions déjà de réfugiés climatiques par an qui fuient leurs terres. Concrètement, pour que la planète reste vivable, il faudrait que



la hausse ne dépasse pas 2 degrés.

Pourquoi dit-on que c'est le

### sommet de la dernière chance ?

Car le temps presse. Cet accord devra s'appliquer juridiquement en 2020 car il faut laisser le temps aux pays de le traduire dans leurs législations nationales. Les climatologues sont catégoriques : il faut absolument signer un accord cette année. Après, il sera trop tard pour inverser la machine du climat.

### Quel rôle pour les chefs d'État ?

Ce ne sont pas les chefs d'État qui négocient. Ils viennent lundi pour donner un caractère solennel, dire que le climat c'est important, que les sécheresses, les tempêtes, engendrent pauvreté et terrorisme. Ils vont donc dire à leurs négociateurs de tout faire pour trouver un accord.

À Copenhague en 2009, les chefs d'État étaient venus à la fin, mais ça n'avait servi à rien.

### Qui sont les négociateurs ?

La première semaine, ce sont des techniciens du climat des fonctionnaires, et la deuxième semaine ce sont les ministres qui prendront le relais pour finaliser le texte, qui fait pour l'instant 28 pages. C'est beaucoup plus encourageant qu'avant Copenhague, car en 2009, il faisait 300 pages.

Mais il reste beaucoup de questions à trancher. C'est pour cela que les Nations unies ont décidé mercredi 25 novembre d'avancer les discussions à dimanche 29 novembre.

### Que faudrait-il dans ce texte pour que cette conférence soit un succès ?

Les 167 pays ont mis sur la table des promesses, des mesures concrètes, des chiffres pour moins polluer. Mais pour l'instant, elles ne permettent pas d'arriver à 2 degrés, on est plutôt à 3 degrés. Mais il faudrait que cet accord rende ces promesses obligatoires et que personne ne revienne en arrière.

Il faudrait également que les pays acceptent de se revoir tous les 5 ans pour chaque fois proposer plus. Et puis, il va falloir trouver 100 milliards par an pour les pays pauvres et les aider à changer eux aussi d'économie, de type d'énergie, pour qu'ils puissent arrêter le charbon et se mettre au solaire. Mais ces pays ont besoin d'argent. C'est ce sujet qui pourrait faire échouer le sommet.

Le résultat des négociations devrait être connu le 12 au petit matin.

Kékéli

## 44<sup>e</sup> assises de la presse francophone

# La problématique du genre au centre des préoccupations de l'UPF

La faible représentation des femmes au sein des médias a été au centre des échanges lors du rendez-vous de la presse francophone à Lomé. Et c'est à juste titre que, les professionnels des médias venus d'horizons divers se sont penchés sur l'importance des femmes dans les médias et les défis à relever, dans les trois jours qu'ont duré les 44<sup>e</sup> assises de la presse francophone à Lomé.

Lors de la cérémonie d'ouverture le 26 novembre dernier, la présence des premières autorités togolaises, parmi lesquels, le chef du Gouvernement Kllassou sélom, le ministre Guy Madjé Lorenzo de la communication et des représentants internationaux, témoignaient de l'importance de l'Etat togolais par rapport à la tenue de ces 44<sup>e</sup> assises de la presse francophone placé sous le thème, " le rôle et la place de la femme dans les médias ".

En effet, le thème est d'actualité, mais n'est malheureusement qu'abordé rarement au sein des rédactions. Il faut dire sans ambages que ces



La table d'honneur à l'ouverture des 44<sup>e</sup> assises

assises tenue à Lomé, sont arrivés à un moment crucial, et où les acteurs de la presse ont besoin de percevoir les véritables images et places de la femme au sein des médias. Lorsqu'on scrute l'atmosphère des écoles de formations, il se remarque une présence féminine non négligeable dans les filières de la communication et de journalisme, mais le constat est tout autre dans l'exercice des fonctions dans le monde médiatique. Conscient de ce fait, l'union de la presse francophone a accordé à ces

assises de Lomé un intérêt particulier. Et c'est dans cette logique que son président international, Diagne Madiambal, a affirmé à l'ouverture de ces assises dans son propos:

" (...) un renouveau en marche, voilà donc ce que m'inspirent ces nouvelles assises. La refondation voulue par tous les membres de notre organisation se concrétise à travers ce nouveau rendez-vous en terre togolaise (...) ".

Il faut tout simplement comprendre que l'heure est aux prises de déci-

sions suivies d'actions, en ce qui concerne l'image de la femme dans les médias. Dans les zones de conflits ou de crises, l'on a toujours remarqué que les femmes ont été absentes. Des efforts doivent se faire pour garantir au sein même de la presse francophone des conditions de travail favorable et une liberté dans l'exercice du métier.

La question de la liberté de presse se pose, d'autant plus qu'elle est victime d'entrave dans la presse francophone. Cela signifie que la femme, dans sa nature psychologique subit plus le coup de ces pratiques, et c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles, les femmes s'observent moins nombreuses et dans un rôle secondaire dans la presse francophone.

Toute en somme, cette rencontre pour la presse francophone tenue à Lomé jette les bases pour un tournant décisif, afin de relever de nouveaux défis mais en intégrant la problématique du genre.

Moudjib Falana

**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE  
 AUX BUREAUX DES DOUANES A  
 PARTIR DU  
 1ER JANVIER 2016**

**POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER  
 LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 0201**



**FEDERER POUR BATIR  
 www.cir.lg**

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

**L'ÉVEIL**  
 de la nation

**Siège :** Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen  
 Tél: (00228) 22 32 85 95  
**Directeur de Publication:**  
 Sama T. DJOBO  
 (00228) .90 03 17 74  
 .98 62 72 72

**Rédaction:**  
 Biva KPELAFIA,  
 Sam DJOBO,  
 Armand ATTISSO  
 Moudjib FALANA  
 Gaël N.  
 Kékéli (Stagiaire)  
 Kahf DJOBO (Stagiaire)

**Secrétariat :**  
 AGBERE Takira

**Imprimerie:**  
 La Colombe  
**Tirage :**  
 2.500 exemplaires